

Subsides

Le ministre n'explique pas pourquoi les entreprises sont complètement ébranlées par le gouvernement et le budget. Ce sont les investissements qui pourraient créer les emplois dont le pays a désespérément besoin à l'heure actuelle. Il n'y a pas de mystère là-dedans. Il a été prouvé maintes et maintes fois que la création d'emplois est directement liée aux capitaux investis par les particuliers et les sociétés et que lorsque le processus d'investissement est sapé par la politique fiscale du gouvernement qui détruit la confiance des investisseurs, tous les demandeurs d'emplois s'en ressentent. C'est de placements dont nous avons besoin aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Avec le budget, le ministre a rendu le sort de un million de Canadiens encore plus misérable. Les programmes qu'il a proposés témoignent d'une incompréhension totale des problèmes économiques. Je reprends le terme d'inflexibilité, pour sa gouverne, monsieur l'Orateur. Il n'a montré aucune flexibilité depuis le 18 décembre. Il a été forcé d'apporter des changements sous peine de plonger le pays dans un désastre pire que celui qui s'est déjà abattu sur nous.

M. Peterson: Oh, oh!

M. Wilson: Le député de Willowdale (M. Peterson) le sait lui aussi. Bon nombre de ses amis lui ont présenté des instances et continuent à le faire.

M. Peterson: Oh, oh!

M. Wilson: Voilà un petit interlude du député de Willowdale.

En refusant absolument d'envisager d'autres solutions, le ministre fait preuve d'une insensibilité foncière à l'égard de ceux que ces mesures heurtent de plein fouet.

Comme je l'ai déjà dit, un climat d'investissement et de stabilité contribue à créer davantage d'emplois. Au contraire, des impôts élevés et un manque de confiance les font diminuer. Or, c'est dans une économie de ce type que nous vivons aujourd'hui et le budget du 12 novembre lui porte un sérieux coup.

Le budget est bien pire qu'un programme économique malencontreux. Il représente autre chose qu'une arnaque fiscale pour une foule de Canadiens. Personne à la Chambre et personne dans notre pays ne saurait contester le désir d'avoir un régime fiscal juste. Nos concitoyens sont d'accord là-dessus et appuient ce principe. Le budget a sapé dans leurs fondements de nombreux programmes économiques et sociaux valables. Je veux parler de programmes dont nous, députés du parti conservateur, ne revendiquons pas l'exclusivité, puisqu'il s'agit de mesures et d'objectifs que tous les citoyens représentés par tous les partis à la Chambre souhaitent. Voilà pourquoi le budget a été condamné d'une façon aussi unanime.

● (1640)

Pour le bénéfice du ministre ainsi que pour celui des députés de l'arrière-ban, je voudrais passer en revue certains des grands objectifs sociaux que le budget a sapés, car je pense que cette mise au point pourrait leur être utile pour la réunion du caucus de demain. Tous les Canadiens sont d'accord pour que les retraités jouissent d'une retraite confortable, sans souci, et pour qu'ils soient aussi autonomes, financièrement que possible. Mais, ainsi que l'a indiqué l'Association des consommateurs du Canada, le budget taxe les retraités dans sept domaines. Je voudrais, si vous le voulez bien, citer un exemple pour

illustrer le ridicule de ces changements. Un retraité qui touche quelques petits à-côtés parce que sa pension ne lui suffit pas pour vivre à l'aise va désormais perdre la déduction de \$1,000 à laquelle il avait droit. Pourquoi? Parce que le ministre et le ministre voulaient s'en prendre à un groupe exclusif de Canadiens qui prennent leur retraite à 55 ans, ont des pensions indexées et gagnent de l'argent pour les services d'experts-conseils qu'ils fournissent au gouvernement. Voilà donc ce qu'on a fait dans le budget. Au lieu de s'attaquer uniquement à ce dernier groupe, le gouvernement s'en prend à tous les retraités qui ont un petit revenu supplémentaire. Il se sert d'un canon pour tuer une mouche. Le ministre devrait pourtant être assez compétent et assez compréhensif pour s'y prendre autrement.

Bien d'autres dispositions du budget nuisent aux retraités de la même façon mal avisée. Bien des gens nous ont dit qu'il y avait des abus, mais que le gouvernement pourrait y mettre un terme s'il savait ce qu'il faisait. Je voudrais transmettre au ministre une observation que nous a faite à Halifax un groupe appelé «Canadian Pensioners Concerned». Ce groupe nous a dit que ces chocs financiers mineront la santé des retraités et les feront mourir avant l'âge. Le ministre devrait s'en rendre compte. Il devrait aussi encourager les gens à économiser pour leur retraite. C'est une tradition canadienne; nous avons toujours su faire des économies. Nous voulons que les retraités soient aussi autonomes que possible et comptent le moins possible sur l'aide du gouvernement, mais le budget prévoit un impôt sur les polices d'assurance-vie et supprime la possibilité de déduire l'intérêt sur les prêts obtenus pour souscrire à un régime enregistré d'épargne-retraite. En moyenne, ces prêts s'élèvent à un peu plus de \$2000. Est-ce bien là un emprunt que contracterait un riche pour un REER? Pas du tout. Il s'agit d'emprunts obtenus par des Canadiens à revenu faible ou moyen qui n'ont pas l'argent nécessaire pour investir dans un REER. Bon nombre de petites entreprises ne pourront plus profiter d'un régime de participation différée aux bénéfices. Les agriculteurs qui comptaient acheter des rentes à versements invariables pour avoir un revenu de retraite ont maintenant perdu un élément important dans leurs plans d'avenir. Résultat: Il y aura à l'avenir plus de gens qui devront recevoir du gouvernement de quoi subsister.

On nous a dit à Kitchener que le budget pénalisait ceux qui faisaient des économies et qui préparaient leur avenir. D'autres nous ont dit à Kitchener que le budget ne reflétait aucunement les déclarations faites par le ministre au moment de la conférence sur les pensions il y a quelques mois. Selon eux, le budget va à l'encontre de la tradition canadienne qui consiste à faire des économies pour l'avenir. Il y a certes des abus en ce qui concerne la planification financière et la préparation de la retraite, mais on pourrait mettre un terme à ces abus sans empêcher les Canadiens de faire des économies comme ils l'ont toujours fait.

M. Peterson: C'est ce que nous avons fait.

M. Wilson: Tant les parties patronale que syndicale nous ont parlé de la façon dont on voulait encourager les Canadiens à s'occuper de leur hygiène dentaire et de leur santé grâce à des programmes de soins dentaires. Soit dit en passant, aucun fonctionnaire fédéral ne dispose d'un pareil programme, sauf deux exceptions au syndicat des postiers. On se demande donc pourquoi cela a été combattu. Le budget va prélever un impôt sur ces avantages. Aujourd'hui le député de Rosedale (M.